

L'industrie sidérurgique rejette le statut d'économie de marché pour la Chine

L'industrie sidérurgique européenne a envoyé un message clair en manifestant aujourd'hui à Bruxelles pour faire entendre ses inquiétudes au sujet de l'octroi à la Chine du statut d'économie de marché. La manifestation était organisée par EUROFER, la fédération européenne de l'acier. Plusieurs organisations affiliées à industriAll Europe ont répondu à l'appel à la mobilisation. IndustriAll Europe soutient le principe d'une concurrence qui repose sur le libre-échange et des règles commerciales équitables et identiques pour tous et refuse que le statut d'économie de marché soit accordé à la Chine tant qu'elle ne respecte pas plusieurs des critères fixés par l'OMC. A ce jour, la Chine reste une économie sous contrôle étatique, qui exporte ses surcapacités à des prix destructeurs en-dessous du coût réel de production vers les marchés ouverts d'Europe dans le seul but de gagner des parts de marché et de miner et d'éliminer la concurrence.

« Accéder maintenant à la demande de la Chine d'obtenir le statut d'économie de marché fragilisera sérieusement les règles internationales » a déclaré Bart Samy, Secrétaire général adjoint d'industriAll Europe. « Si le statut d'économie de marché est accordé à un pays tel que la Chine, qui s'apaise ses normes domestiques et les prix sur ses marchés d'exportation, nous assisterons à une détérioration du marché du travail européen et à de nouveaux dégâts environnementaux et climatiques au niveau mondial » a-t-il conclu. Plutôt que d'envisager d'ouvrir la porte aux importations chinoises sous-évaluées et bon marché et de renoncer à la possibilité de mettre en place des mesures anti-dumping contre de tels produits, l'UE doit établir rapidement des mécanismes de défense commerciale renforcés. La priorité doit être de sauvegarder les emplois industriels en Europe et de faire adopter une législation environnementale au niveau mondial. Il est par conséquent nécessaire que l'OMC et la Commission européenne négocient sérieusement les conditions auxquelles le statut d'économie de marché serait octroyé à la Chine.

Toutefois, dans le contexte de l'effondrement mondial du marché de l'acier et de la crise manifeste de l'industrie sidérurgique, des mesures ciblant les exportations chinoises ne suffisent pas. De nombreux Etats membres sont déjà intervenus pour défendre leur industrie sidérurgique, en reconnaissant son importance stratégique pour l'économie toute entière. Néanmoins étant donné l'ampleur de la crise de l'acier qui persiste depuis l'automne 2015, ces mesures s'avèrent inappropriées et fragmentées. La réponse doit être apportée au niveau de l'UE.

Les instruments tels que le système communautaire d'échange de quotas d'émission (ETS) doivent être ajustés de manière à récompenser et encourager les producteurs locaux et durables sans leur imposer des charges supplémentaires et en appliquant des prix appropriés dans toutes les externalités incorporées dans les importations, notamment celles venant de Chine. Il convient de mettre en place des mesures temporaires pour retenir les travailleurs de l'industrie métallurgique ainsi que leur savoir-faire ; et les capacités de production doivent être préservées pour parer une éventuelle dégradation des conditions économiques.

Il est nécessaire d'exploiter toutes les possibilités offertes par les fonds nationaux, européens et régionaux pour aider les travailleurs touchés par les conséquences de la crise, en s'assurant que le secteur sidérurgique bénéficie du même accès que les autres secteurs aux aides européennes, nationales et régionales. En outre, il faut employer des mesures de sauvegarde d'urgence qui sont conformes aux règles de l'OMC telles que l'introduction d'un prix plancher et permettre de répondre aux besoins d'investissements du secteur. L'acier reste clairement le matériau industriel le plus important au monde. Si l'UE veut réellement reconstruire son économie et l'amener sur la voie d'une renaissance durable, elle aura besoin de l'acier ; pour ce faire, le statut d'économie de marché ne doit pas être accordé à la Chine.